

François Fillon, un vote bourgeois, vraiment ?



- Crédits photo : Eric Feferberg/AP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par [Vincent Coussedière \(#figp-author\)](#)

Publié le 30/11/2016 à 19h50

FIGAROVOX/TRIBUNE - Les critiques sur un vote de classe fusent à l'encontre de François Fillon. Pour Vincent Coussedière au contraire, le député de Paris a choisi de labourer le terrain de la liberté, ce qui lui permet d'être populaire sans être populiste.

*Agrégé de philosophie, Vincent Coussedière a été révélé au grand public avec son premier livre **Eloge du populisme** (<https://www.amazon.fr/Eloge-du-Populisme-Vincent-Coussedi%C3%A8re/dp/B007T5K3WE>). Son second opus, **Le retour du peuple, An I** (<http://www.editionsducerf.fr/librairie/livre/17614/le-retour-du-peuple-an-i>), vient de paraître aux éditions du Cerf.*

Que François Fillon se soit remarquablement démarqué d'une surenchère «populiste» qui ne disait pas son nom et dans laquelle s'étaient engagés ses concurrents est évident. Qu'il incarne pour autant une séparation inévitable des «élites» d'avec le peuple, séparation que d'aucuns notent pour la critiquer, d'autres pour la revendiquer, l'est beaucoup moins.

Une interprétation «classiste» et électoraliste du vote Fillon s'est immédiatement répandue.

Une interprétation «classiste» et électoraliste du vote Fillon s'est immédiatement répandue. Fillon aurait assumé les attentes de certaines classes sociales favorisées, celles des inclus du système, ainsi que celles des franges les plus à droite des partis de la droite et du centre. A travers le vote Fillon, les personnes âgées et la bourgeoisie des inclus et des diplômés auraient cherché à conserver leurs privilèges. Dans cette perspective, les commentateurs assurent qu' ayant ciblé un électorat particulier lors des primaires, l'électorat «conservateur» de la droite et du centre, François Fillon devra pour gagner la présidentielle changer son fusil d'épaule et s'assurer le vote du «peuple», c'est-à-dire, dans une approche «guilluyenne», le vote des exclus de la mondialisation.

Il est possible au contraire qu'il y ait une dynamique profondément populaire dans le vote Fillon.

Il est possible au contraire qu'il y ait une dynamique profondément populaire dans le vote Fillon et que la victoire de celui-ci aux primaires témoigne de sa capacité à capter en partie un phénomène traversant toutes les classes sociales, phénomène que nous avons nous-même appelé, dans un essai paru en 2012, le «populisme du peuple». L'hypothèse que nous faisons était que le populisme n'est pas à interpréter comme une demande d'identité, mais comme une demande de liberté. Nous avons défini le populisme comme «parti des conservateurs qui n'ont pas de parti», en précisant la nature paradoxale de ce conservatisme qui n'est pas opposé à la liberté, mais qui est attaché à une forme particulière de la liberté, différente de la liberté anglo-saxonne d'être soi-même: la liberté d'être avec les autres et de pratiquer une certaine forme de sociabilité nationale garantie par l'État souverain. Le populisme est un conservatisme de la liberté. Le peuple entend retrouver la liberté de ses mœurs, menacées d'un côté par le libéralisme multiculturel, qui confond la liberté et la licence et propose les mœurs de l'absence de mœurs, de l'autre par le dogmatisme des mœurs islamistes. Le peuple entend aussi retrouver la liberté de son Etat à l'égard de l'extérieur, c'est-à-dire sa souveraineté. Le peuple entend enfin retrouver la liberté et la responsabilité d'un travail véritable, qui ne soit pas systématiquement corseté par l'inflation de la réglementation et de l'impôt, ou simulé à travers des dispositifs dits de «formation».

L'échec des stratégies de Juppé et de Sarkozy a reposé justement sur une mauvaise interprétation de cette fameuse «montée du populisme».

L'échec des stratégies de Juppé et de Sarkozy a reposé justement sur une mauvaise interprétation de cette fameuse «montée du populisme» dont on nous rebat les oreilles. Confondant populisme du peuple et demande identitaire, trahissant ainsi qu'ils souscrivaient à l'interprétation que le FN avait donnée du phénomène, ils mettaient à leur tour le thème de l'identité au centre, l'un pour déplorer qu'elle soit malheureuse, l'autre pour se poser en recours afin qu'elle redevienne heureuse. Alors que ses adversaires ne cessaient de s'empoigner cette question, François Fillon, ne se méprenant pas sur l'interprétation à donner du phénomène du «populisme», labourait le terrain de la liberté, point de convergence des attentes du peuple: liberté des mœurs, liberté de l'État, liberté du travail. Déjà, dans son livre publié en 2015, Faire, François Fillon avait eu le mérite de ne pas se placer sur le terrain si disputé de l'identité, mais sur celui de la liberté mettant en avant le principe fondateur de la Cinquième république. Il aurait pu rappeler le mot de Thibaudet pour l'opposer au slogan d'Alain Juppé: la France n'est pas le pays de l' «identité heureuse», mais celui de la «liberté heureuse».

Celui que la doxa présente comme le plus libéral des candidats républicains est au contraire le plus républicain des candidats libéraux.

En réalité celui que la doxa présente comme le plus libéral des candidats républicains est au contraire le plus républicain des candidats libéraux. En effet, ce qui oppose le meilleur de notre héritage républicain au libéralisme n'est pas l'étatisme socialisant, avec lequel on le confond trop souvent, mais bien une certaine conception de la liberté. Alors que le libéralisme comme le socialisme pronent la liberté d'être soi, de réaliser son identité, la liberté républicaine française prône une liberté n'ayant de sens qu'avec les autres et pour eux. La liberté républicaine s'exerce à l'intérieur d'une communauté reposant aussi sur l'égalité et la fraternité. François Fillon a bien compris que le mot «liberté» n'était pas un gros mot et qu'il n'était contradictoire ni avec le conservatisme des mœurs, ni avec une exigence de souveraineté de l'État.

François Fillon, comme en son temps Georges Pompidou, pourrait être populaire sans être « populiste ».

Il n'est donc pas du tout impossible qu'au-delà de son électorat strictement partisan, François Fillon capte une partie du populisme du peuple, qui habituellement, s'exaspérant de n'être pas entendu, vote blanc ou s'abstient, exprime au contraire son doute dans la volatilité du vote, ou finit par adhérer à la proposition des partis populistes qui se prétendent son reflet. François Fillon, comme en son temps Georges Pompidou, dont il est si proche par ses opinions conservatrices sur les mœurs et «libérales» sur un plan économique, pourrait ainsi être populaire sans être «populiste».

Cette comparaison avec Pompidou permet cependant de pointer les limites du projet de François Fillon.

Cette comparaison avec Pompidou permet cependant aussi de pointer les limites du projet de François Fillon, dans le contexte de «guerre» actuel et de refondation nécessaire de la Cinquième république. Comme Pompidou en son temps, mais de manière aggravée en raison d'une construction européenne devenue beaucoup plus intégrée, François Fillon va se trouver aux prises avec la contradiction majeure de son souverainisme affiché et de son européisme non démenti. Dans son dernier livre sur le totalitarisme islamique, se moquant à juste titre de la rhétorique identitaire, pointant son caractère introspectif et impuissant, il nous découvre peut-être en même temps le point aveugle de sa pensée. Citons ce passage très important:

«(...) imagine-t-on une seule seconde De Gaulle ou Churchill se poser à leur bureau, se prendre la tête dans les mains et se dire: «Voyons, voyons, où allons nous, qui sommes nous, quelle est notre identité?». Bien sûr que non, cette identité face à l'adversité s'imposait d'elle-même: c'était la défense farouche de notre souveraineté. Eh bien, nous en sommes précisément à ce point: ce qui est en jeu, c'est de savoir si nous serons demain un pays souverain.»

Les incantations contre le multiculturalisme, pour le récit national et le port de la blouse à l'école, reprenant les thèmes d'un chevènementiste éculé, ne suffiront sans doute pas.

La pique sur le discours identitaire est remarquablement bien vue, mais sur le fond du problème, la réponse donnée est un peu courte. Certes, à l'époque de De Gaulle et Churchill, ce qu'on appelle aujourd'hui de manière appauvrie l'«identité» allait de soi, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui, et le discours identitaire est le symptôme d'une crise réelle qu'on ne peut balayer d'un revers de main. Cette crise est celle de l'«assimilation» et de l'immigration, or elle fait l'objet chez François Fillon d'un traitement classique et peu approfondi qui semble en minorer la profondeur. La lutte contre l'islamisme qu'il appelle de ses vœux passera pourtant par une remise à plat des politiques d'immigration et d'assimilation. Les incantations contre le multiculturalisme, pour le récit national et le port de la blouse à l'école, reprenant les thèmes d'un chevènementiste éculé, ne suffiront sans doute pas. Enfin, l'appel à la souveraineté pour mettre fin à cette crise pose deux questions cruciales. D'une part, on ne voit pas très bien ce que permettrait une souveraineté rétablie, si ceux qui l'exerceront ne mesurent pas la profondeur des causes de la crise de l'assimilation pour tenter d'y remédier. D'autre part, il semble que François Fillon sous-estime les contradictions entre rétablissement de la souveraineté et maintien dans l'Union européenne. Ni la liberté des mœurs, ni celle de l'État, ni celle du travail, ne pourront être rétablies dans le cadre de l'actuelle UE. Les propositions de réformes de celle-ci, qu'a avancées François Fillon par le biais de l'Euro-groupe, renouent avec l'économisme qui a présidé à la construction européenne et l'a conduite à l'échec.

Malheureusement un nouveau Pompidou ne suffira pas là où il nous faudrait un nouveau De Gaulle.

La liberté républicaine de pratiquer les mêmes mœurs et de s'auto-gouverner à travers l'existence d'un Etat souverain légitime, réinstituée par De Gaulle et les siens en 1958, ne sera pas si aisément rétablie. Pour le faire, il faudrait traverser des affrontements majeurs. Le qualificatif d'«homme d'Etat» est régulièrement utilisé pour François Fillon. «Lui président», nous aurions de nouveau un homme d'État à la manœuvre, et ce ne serait déjà pas si mal, pourrait-on se consoler, en ces temps de fin du hollandisme. Mais

malheureusement un nouveau Pompidou ne suffira pas là où il nous faudrait un nouveau De Gaulle, car le défi qui attend le prochain président de la république sera de réinstaurer un peuple et son Etat, comme De Gaulle l'avait fait en 1958.

Le défi est un défi de grande politique - et pour la grande politique il faut de grands hommes - non de simple politique partisane, fut-elle menée par l'un de ses représentants les plus doués .



Vincent Coussedière
